

Kasaï: l'UE sanctionne neuf Congolais

Congo-Kinshasa Deux ministres sont notamment ciblés.

Après avoir adopté des sanctions le 12 décembre dernier contre sept Congolais impliqués dans la répression des manifestations d'opposition et dans l'entrave à une sortie consensuelle de la crise, l'Union européenne a lancé lundi des sanctions contre neuf personnes impliquées dans la crise au Kasaï. Il s'agit d'interdiction d'entrée dans l'UE et de faire des affaires avec ces personnes ainsi que d'un gel de leurs avoirs.

Sont ciblés deux ministres, celui de la Communication et des Médias, Lambert Mende, visé pour son implication dans la répression des médias et celui de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani Shadari pour son rôle de responsable de la police et des services de sécurité et de

coordinateur des gouverneurs de province. En cause: la répression de Bundu dia Kongo et au Kasaï. Son prédécesseur, Evariste Boshab, est sanctionné pratiquement sur les mêmes bases.

Deux gouverneurs sont également visés: celui du Kasaï central, Alex Kande, qui a refusé de reconnaître la nomination du chef Kamwina Nsapu – ce qui a déclenché la crise – et Jean-Claude Kazembe du Haut Katanga, pour ses interdictions de manifester et ses pressions sur la justice pour museler l'opposant Moïse Katumbi.

Figurent encore dans les cibles le chef du service de renseignement ANR, Kaleb Mutomb; deux militaires responsables de la répression au Kasaï, les généraux "Mundos" et Eric Ruhorimbere et, enfin, le chef milicien katangais Gédéon Kyungu, dont les miliciens ont participé aux violences au Kasaï.

MFC